

Illich, la revanche de l'artisanat. Sebasol ne veut pas servir seulement à construire du solaire thermique bon marché, mais désire agir comme un mouvement social: diffuser cette énergie renouvelable avec des technologies libres, rompre avec des produits «boîte noire» qui échappent aux citoyens, empêcher la formation d'élites techniques, proposer une alternative au salariat, et donc rechercher l'autonomie.

Installations dans les quartiers. Habituee à travailler avec des particuliers propriétaires de leur bâtisse, souvent des maisons individuelles, Sebasol cherche à mettre en place, dans les quartiers, des installations construites et gérées par des personnes du quartier, sur des toits qui ne leur appartiennent pas forcément. Une organisation spécifique est alors à mettre en place.

Lien: www.sebasol.ch

Le savoir collaboratif avec Wikipedia

Conférence, samedi 4 mai 2013. Intervenante: Chantal Ebongué, Wikimedia Suisse.

Les origines. Wikipédia est le produit d'un ratage: deux créateurs de sites web aux USA décident de monter Nupedia, une encyclopédie en ligne payante et «classique»: avec un comité éditorial et un petit nombre de rédacteurs experts. En parallèle, pour le fun et comme support à Nupedia, ils lancent un wiki – site web permettant de rédiger de façon collaborative – nommé Wikipedia et le proposent aux internautes. Le premier article test sur Wikipédia est mis en ligne le 16 janvier 2001. Le projet dépasse les 1'000 articles le 12 février et les 10'000 articles autour du 7 septembre. Dès la première année, Wikipédia a commencé à s'étendre au niveau international. Le projet Nupedia est rapidement abandonné et Wikipedia, une encyclopédie non commerciale, idéaliste et collective devient rapidement le 5e site le plus visité au monde.

Aujourd'hui Wikipedia existe en 285 langues, compte plus de 4 millions d'articles en anglais, 1.4 million en français, et est écrite par des centaines de milliers de bénévoles. Wikipedia est gérée par la Wikimedia Foundation aux USA et des associations nationales ou

régionales à travers le monde dont Wikimedia Suisse. D'autres projets sont aussi encouragés au sein de la fondation, comme Wikimedia commons, une base de données multimédia qui possède environ 15 millions d'images sous licence libre «Creative Commons».

Les buts. L'idée de l'encyclopédie Wikipedia est d'offrir un savoir pour tous, gratuit, que personne ne peut contrôler, résume Chantal Ebongué. Il se base sur cinq principes fondamentaux: créer une encyclopédie accessible à tous; rechercher la neutralité de point de vue; permettre la publication d'un contenu libre que n'importe qui peut éditer; suivre les règles de savoir-vivre; ne pas avoir de règles fixes. Wikipedia donne la parole à différentes visions du monde, car les articles sont différents en fonction de la langue dans laquelle ils sont écrits.

Un savoir collaboratif. Personne n'est payé pour éditer ou contrôler les articles sur Wikipedia. Les articles sont écrits de manière collaborative. Des corrections ou des précisions sont régulièrement effectuées par les internautes, un article n'est donc jamais écrit par une seule personne et chaque article fait l'objet de discussions entre internautes. Un comité peut retirer un article litigieux en cas de décision de justice. Sinon, personne ne contrôle le contenu de Wikipedia, la rédaction et le contrôle s'opérant de manière collective et par la masse.

Pourquoi les gens contribuent-ils? Chantal Ebongué estime qu'un idéal humaniste motive les contributeurs: en offrant un accès équivalent pour tous à la connaissance, ils luttent contre les inégalités dans le monde; en partageant leurs connaissances, ils apprennent à respecter l'autre; ils construisent des connaissances sur une base égalitaire; mais ils contribuent aussi car c'est convivial et amuse leur curiosité intellectuelle.

Quelle communauté? Le profil type du contributeur de Wikipedia est un homme, entre 30 et 40 ans, technophile (ou «geek») et ayant fait des études supérieures. Wikipedia est aussi un immense succès dans les pays du Sud, ce qui laisse présager une diversité plus grande dans le type des contributeurs. Un des défis futurs est de diversifier l'origine culturelle et le profil des contributeurs. Dans cette perspective de diversification, il faut observer que la

condition pour pouvoir utiliser Wikipedia est de disposer d'un accès Internet, ce qui pose problème dans les régions où le réseau Internet est peu développé, voire inaccessible. Le terme de fracture numérique dépeint ce phénomène. Wikimedia cherche des solutions «off-line» et mobiles pour contourner le manque d'accès fixe à internet.

Liens: <https://fr.wikipedia.org>, www.wikimedia.ch

FixMe Hackerspace, Lausanne

Le hackerspace est un lieu où se rencontrent et collaborent des passionnés d'informatique, de technologies, d'électronique, de science, de bidouille, etc. Le but est d'y partager le savoir, des logiciels autant que du matériel, de faciliter son accès, par la documentation et par la publication des sources des créations.

Le mouvement s'inspire des hackers des années 1970, ceux qui ont créé les logiciels libres pour s'affranchir des grosses sociétés et de leur mainmise sur la technologie via les brevets privés. Ce sont ces mêmes hackers qui ont créé le réseau internet, afin de partager et de communiquer avec le monde entier. Aujourd'hui les hackers voudraient même lancer leur propre satellite dans l'espace, pour combattre la censure des Etats.

Le hackerspace est ouvert à toutes et à tous, de tous âges et de tous niveaux. Il suffit d'avoir envie d'apprendre et de comprendre, et puis d'avoir le sens de la communauté. Vous trouverez à FIXME du matériel d'électronique, des outils, un coin canapé pour discuter et de la place pour travailler, une imprimante 3D, un vidéoprojecteur pour donner des présentations et plein de bidules à monter ou à démonter.

Liens: <https://fixme.ch/>, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hacklab>
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Hacker_\(université\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Hacker_(université))
<http://shackspace.de/wiki/doku.php?id=project:hgg:faq>

Open Commons Region Linz

Conférence, samedi 4 mai 2013. Intervenante: Laura Kepplinger, Université Johannes Kepler, Linz.

Le programme Open Commons lancé par la ville autrichienne de Linz a pour but de développer le partage et l'utilisation de données numériques à l'échelle locale. D'où le regard porté sur ces initiatives dans le cadre des journées des Alternatives urbaines. Ce programme vise tant à contribuer au bien commun qu'à dynamiser l'économie.

Les projets d'Open Commons Region Linz:

- Le «public space server», en quelque sorte un espace public numérique, est un serveur ouvert à toutes et tous, avec un espace de stockage (un hébergement) gratuit ainsi qu'une plateforme d'échange de fichiers. Chaque citoyen peut ainsi créer et héberger un site internet, blog ou wiki gratuitement et échanger des documents numériques.
- Une politique de données ouvertes «Open Government Data» s'agissant de l'administration publique communale, donc de communication, transparence et de mise à disposition de données locales à destination du public comme de l'économie.
- Des subsides supplémentaires aux artistes qui partagent leurs créations sous forme numérique et avec une licence «Creative Commons».
- Des logiciels «open source» pour l'ensemble de l'administration publique et des écoles.
- Une couverture wifi gratuite de la ville
- Des mesures contre la fracture numérique pour les personnes à bas revenu, avec notamment une carte offrant des rabais pour des services informatiques, etc.
- Le concours «Apps4Linz» pour la création d'applications mobiles et d'utilité locale sur la base des données ouvertes «Open Government Data» fournies par la Ville.
- Un système de plaintes géolocalisées: le public peut signaler (se plaindre de) tout problème à l'administration communale.

Discussion. Dans l'échange qui suit l'exposé, les questions posées expriment plutôt un certain doute, voire une crainte. Quelle suite est donnée par l'Administration aux plaintes que les habitants lui

adressent? La conférencière répond qu'un superviseur a été désigné pour gérer le suivi. Deuxième question: un tel dispositif ne risque-t-il pas de permettre «ouvertement» des règlements de compte et de la délation? La réponse est directe: «On ne peut pas mettre de photos sur internet». Troisième question: les données mises en circulation par des privés ne peuvent-elles pas être détournées à des fins commerciales? En réponse, il est rappelé que les données personnelles ne figurent jamais mais qu'il est difficile d'écarter les études de marché. Dernière question: pourquoi les gens font-ils ces offres et ces demandes? Les raisons sont diverses: par intérêt pour la région, pour participer à son dynamisme, par altruisme ou tout simplement pour échanger.

Lien: www.linz.at/leben/opencommonsregion.asp

Association Franc-Parler, Renens

Conférence, samedi 4 mai 2013. Intervenantes: Emilie Bovet, Justine Detraz, Maïla Girinsbuti.

Basée à Renens, Franc-Parler est une association à but non lucratif dont l'objectif est de créer un espace de solidarité et de formation accessible à toute personne, quel que soit son statut et/ou sa situation économique. Elle vise également à soutenir l'échange réciproque de savoirs. Franc-parler propose des cours de français et des services à l'attention des personnes migrantes ou non francophones, ainsi que des activités hors-cadre, ateliers et projets. Elle offre aux participant-e-s la possibilité de transmettre leurs savoirs propres et encourage la participation de chacun au fonctionnement de l'association.

Un fort engagement bénévole. Créée en 2004, l'association Franc-Parler compte aujourd'hui plus de 40 bénévoles et près de 200 apprenant-e-s. Seul le poste de coordination de 10% est salarié, la quasi totalité de l'activité est donc bénévole. Trois cours de français par soir sont dispensés cinq soirs par semaine. La seule subvention dont bénéficie Franc-Parler est due à la Ville de Renens. Un modeste écolage et les produits d'activités annexes complètent le budget.

Relative liberté d'action et organisation. Le fait que l'association ne dépend pas de subventions cantonales ou fédérales, du domaine de l'intégration, l'oblige à reposer essentiellement sur le bénévolat, mais lui donne une totale liberté dans l'accueil des apprenant-e-s (qui ne sont soumis à aucun critère d'entrée) et une relative liberté dans le choix de ses activités. Franc-Parler souhaite éviter les hiérarchies; son comité est composé de l'ensemble des bénévoles actifs dans les groupes de travail et compte 46 personnes en 2013; les activités et projets sont proposés tant par ce très large comité qu'en fonction des discussions avec les apprenant-e-s et des demandes qu'ils émettent. Par exemple, Franc-Parler a développé un service de soutien avec une permanence syndicale, juridique, et administrative.

Créer des échanges. Franc-Parler souhaite dès l'origine mettre en œuvre un échange de savoirs et aller donc au-delà de la formation pour les migrant-e-s. L'association a mis en place des rencontres intitulées «ateliers migration»; des activités hors-cadre conviviales permettent de décloisonner les rapports entre les enseignants et apprenants, de rompre la hiérarchie et d'instaurer des relations informelles et amicales; un projet qui consistait à partager un moment spontané culinaire autour de recettes a débouché sur la publication d'un livre de recettes; un projet de mode éthique et de travaux d'aiguilles «De fils en aiguilles» inclut des personnes qui avaient un métier de couturier dans leur pays et ne peuvent plus l'exercer en Suisse (elles y donnent des cours de couture); des apprenants participent également à la tenue des permanences et d'autres sont devenus enseignants.

Les obstacles pour réaliser cet échange. Il s'avère que c'est un véritable défi de sortir de la prestation et du service rendus, de type top-down, pour rentrer dans le réel apprentissage réciproque. Il est d'autant plus difficile de proposer des projets de ce type, que l'avenir de participants est incertain en Suisse et que l'impératif de l'apprentissage du français prime sur un échange plus riche. La très forte demande pour ces cours accessibles à tou-te-s montre la nécessité de cette offre mais limite la liberté d'action de l'association qui est d'abord appelée à répondre à la demande.

Lien: www.franc-parler.ch